

La politique du tout-radars critiquée à l'Assemblée !

Fini le temps où les députés votaient sans sourciller de nouvelles dépenses pour les radars ! Les 190 millions d'euros voulus par le gouvernement pour déployer encore plus de radars en 2020, soumis au vote des députés hier à l'Assemblée nationale, ont suscité de vifs débats parmi les élus de tous bords politiques, y compris de la majorité ! Et les amendements inspirés par les analyses de la Ligue de Défense des Conducteurs pour supprimer ces dépenses ont, grâce à la mobilisation des conducteurs auprès des députés, été approuvés par 1/3 des votants.



Les dépenses pour les radars voulues par le gouvernement pour l'année prochaine - avec notamment, au menu, installation des redoutables radars tourelles par centaines, et déploiement des voitures-radars avec chauffeurs privés dans 3 nouvelles régions - étaient soumises au vote des députés ce mardi à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la première lecture du projet de loi de finances pour 2020.

"Cash machines", "politique uniquement basée sur la répression de la vitesse"... : les députés, loin d'approuver ces dépenses sans piper mot, se sont montrés très critiques envers la politique de répression par les radars menée par le gouvernement.

Quelle avancée, quand on repense qu'il y a seulement quelques années en arrière, nul n'osait ne serait-ce que remettre en question les sacro-saints radars !

Les amendements inspirés par notre association approuvés par 1/3 des votants !

Et grâce à la mobilisation des membres et sympathisants de la Ligue de Défense des Conducteurs, qui ont été plus de 100 000 à envoyer la pétition "Stop aux radars" à leur député, les amendements inspirés par notre association et visant à supprimer ces dépenses pour les radars, portés par 47 députés, ont recueilli l'approbation d'un tiers des députés votants !

La politique du tout-radars critiquée à l'Assemblée !

Ces amendements n'étaient pas les seuls à venir s'opposer aux nouvelles dépenses dans les radars : au total, 10 amendements venus de tous les bords politiques (Les Républicains, Rassemblement national, les Insoumis... et même La République en Marche !), visant tous à supprimer ou réduire les dépenses dans les radars pour les réaffecter à d'autres usages (entretien des routes, collectivités locales, transports en commun...) ont nourri le débat à l'Assemblée, y compris dans les rangs des députés de la majorité !

Les députés critiques envers les radars, y compris dans les rangs de la majorité

Le député de l'Indre La République en Marche François Jolivet a ainsi rappelé qu'entre 1970 et 2018, alors que le nombre de véhicules en circulation avait été multiplié par 3, le nombre de morts avait diminué de 80 %.

Pour lui, " à vouloir culpabiliser en permanence les gens [...] en installant des radars robots, ou des robots embarqués, puisque les entreprises qui les fabriquent parlent de robots, on exaspère ". Le député a ainsi appelé à mettre fin à cette politique du "faire peur "... autrement dit, la politique de répression par les radars.

Le ministre de l'Intérieur poussé dans ses retranchements

De quoi pousser le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner dans ses retranchements à plusieurs reprises durant les débats... jusqu'à concourir malgré lui à la démonstration de l'inutilité des radars !

En effet, le ministre a indiqué que "partout où nous avons vu les radars neutralisés dans leur capacité à prendre des photos, [...] mais où la vitesse et les excès de vitesse étaient enregistrés, nous avons remarqué dans les jours qui suivaient des augmentations de vitesse allant jusqu'à + 250 % du nombre d'infractions constatées"...

...Pour autant, selon les propres données du ministère de l'Intérieur, la mortalité est restée stable depuis que les radars ont été dégradés...

Preuve est donc faite que vitesse et mortalité ne sont pas systématiquement liées, et que les radars sont inefficaces dans la lutte contre la mortalité routière : merci Mr le ministre pour ce nouvel argument choc contre les radars !

Ce résultat, c'est au soutien renouvelé et à la mobilisation des membres de l'association que nous le devons : car c'est uniquement grâce à la générosité de nos donateurs que, depuis des années, la Ligue de Défense des Conducteurs peut, semaine après semaine, produire de nouveaux [nouveaux arguments et de](#)

La politique du tout-radars critiquée à l'Assemblée !

[nouvelles études démontrant l'inutilité des radars](#) et les diffuser auprès du grand public, de la presse et des élus. Et c'est uniquement grâce à la mobilisation de nos membres et sympathisants que nous pouvons diffuser ces arguments massivement, par courrier, email ou sur les réseaux sociaux, et faire pression sur les élus !

Alors, ensemble, continuons le combat contre la répression par les radars absurde, inutile et injustifiée, et pour obtenir enfin une sécurité routière efficace, qui permette de sauver des vies sur les routes !